



Fédération des chambres
de commerce du Québec | **fccq**

Notre-Dame et Turcot : L'opposition au développement favorise l'exode vers la banlieue

Par Françoise Bertrand, présidente-directrice générale, Fédération des chambres de commerce du Québec

Des pétitions s'empilent contre les deux plus importants projets d'infrastructures routières de Montréal : l'échangeur Turcot et la rue Notre-Dame. Des groupes de citoyens s'opposent à ces deux projets au nom de l'écologie, de la promotion du transport en commun, de l'opposition à l'automobile, de la préservation intégrale des quartiers actuels ou d'une conception non définie du développement urbain.

Pourtant ces deux projets sont devenus indispensables au développement de Montréal et même à une approche plus intégrée des divers modes de transport dans la métropole.

Le grand bouchon

Commençons par l'échangeur Turcot. Il s'agit d'une infrastructure vieille de quarante ans, qui va bientôt poser des problèmes de sécurité, qui n'est pas particulièrement esthétique, qui défigure une partie du Sud-Ouest de Montréal et qui est congestionnée pendant de nombreuses heures de la journée. On se serait attendu à ce que la modernisation de cette infrastructure, un projet de 1,5 milliard de dollars, recueille un large consensus, d'autant que l'on va en profiter pour y mettre moins de béton et réhabiliter une partie du Sud-Ouest de la ville par la mise en valeur des terrains de l'ancienne cour de triage ferroviaire.

Il en va de même de la modernisation de la rue Notre-Dame. Là encore, la désuétude de ce boulevard urbain crève les yeux. On ne voit pas en quoi la qualité de vie des résidants serait rehaussée par le maintien de l'infrastructure actuelle. Bien au contraire, le projet de modernisation, qui va coûter 750M\$, va permettre non seulement une plus grande fluidité du transport routier, mais va faciliter l'aménagement de voies réservées au transport en commun et même au vélo. On va revamper un quartier qui en a bien besoin.

Non, dès lors que ces projets font appel à des grues, qu'on souhaite améliorer la circulation automobile et qu'il est porté par les pouvoirs publics, on doit s'y opposer. Dans la logique des opposants, il faudrait tout arrêter, faire fi des consultations qui se sont tenues depuis 2002, déchirer les ententes entre la ville et le gouvernement du Québec et mettre tous nos œufs dans le transport en commun.

Le souci légitime d'améliorer le transport public n'enlève rien à la nécessité pressante de procéder aux travaux sur la rue Notre-Dame et à l'échangeur Trucot.

Tout le monde dans le 450 !

Montréal a un urgent besoin de refaire une bonne partie de ses infrastructures. Privée de la modernisation de ses voies d'accès, Montréal continuera à se dépeupler et à voir ses entreprises et ses citoyens quitter pour la banlieue où la circulation est plus fluide. Est-ce bien l'objectif des opposants? Vider Montréal de ses résidents et de ses entreprises? Certainement pas. Mais c'est la conséquence à long terme des gestes qu'ils posent en ce moment.

Ces travaux dérangent, c'est évident. Certes, la population doit être consultée et divers scénarios doivent être étudiés avant d'arrêter les meilleurs choix. Mais en définitive, il faut arbitrer, décider et passer à l'action. Dans les deux projets en cause ici, ce n'est pas la consultation qui a fait défaut.

On ne fera pas du développement en prêtant une attention démesurée à des groupes qui s'opposent systématiquement à tout développement. Ils ont droit de parole. Les gouvernements ont la responsabilité d'agir.

Montréal, le 27 octobre 2008